

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19181 - 74ÈME ANNÉE

## Déclaration du Comité Central du PCR

**« Répondre d'urgence aux exigences sociales du peuple**

**Préparer l'avenir par la Conférence territoriale élargie »**



Voici la déclaration que le Comité central du PCR a adopté à l'unanimité ce 6 décembre.

**D**epuis très longtemps, le Parti Communiste Réunionnais a alerté l'opinion sur l'inévitable explosion sociale dans le pays. La mobilisation à La Réunion du mouvement des Gilets Jaunes a été le détonateur. Depuis le 17 novembre, la parole s'est libérée.

Le PCR salue cette prise de responsabilité venant de toutes les couches de la population. Un large mouvement populaire s'est levé pour demander l'égalité des droits et la transparence dans la gestion du pays.

Le PCR condamne les agressions sexistes qui ont visé des femmes lors du passage de plusieurs barages.

Les élus de tous bords sont fustigés. Nous considérons qu'au-delà des personnes, c'est la confirmation d'une crise du système de représentation du peuple réunionnais, et la perception de plus en plus grande dans l'opinion que les élus-es de La Réunion ne disposent pas de pouvoirs suffisants pour régler les problèmes essentiels du pays. La croissance permanente du taux d'abstention aux élections en est l'illustration concrète.

Quasiment toutes les institutions de La Réunion existaient déjà à l'époque coloniale. Les seules créations de ces 70 dernières années dans ce domaine sont la Région et les intercommunalités. Le PCR encourage donc la population à formuler des propositions pour réformer ce cadre institutionnel qui n'arrive plus à apporter des réponses aux problèmes de fond qui sont posés. Ce nouveau cadre devra prendre en compte les échéances inéluctables qui nous attendent : respect de l'Accord de Paris sur le climat, application des Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays voisins, préparation d'une Réunion vivable pour un million d'habitants, l'innovation au service de l'abolition de la pauvreté.

Le débat ne doit exclure aucune force vive ayant des idées à faire partager pour construire ensemble l'avenir de La Réunion de façon libre, responsable et

solidaire. C'est pourquoi, le PCR renouvelle une proposition partagée par d'autres acteurs, celle d'une **conférence territoriale élargie à toutes les forces vives** afin de construire une alternative à un système arrivé à bout de souffle. Cette alternative peut être un projet de développement global et cohérent, durable et solidaire. Ce projet partagé sera mis en œuvre collectivement.

Cette démarche responsable vise à réconcilier le mouvement social avec les institutions et les structures organisées. Il s'agit de créer les conditions pour satisfaire les revendications essentielles du mouvement social.

Enfin, les événements actuels font entendre le cri de détresse des plus fragiles quand arrivent les fins de mois. Pour répondre à cet appel, il convient d'augmenter immédiatement de 300 euros par mois tous les bas revenus, bas salaires, minima sociaux et petites retraites.

Ce qui se passe en France n'est pas une simple révolte fiscale, c'est une remise en cause profonde de toute une politique néolibérale qui aura des conséquences pour l'avenir de la France et de La Réunion. Une situation nouvelle s'est créée depuis le 17 novembre 2018, il faut en tenir compte.

Nos militants et adhérents présents depuis les premiers jours dans ce mouvement, continueront à être sur le terrain et dans l'action. Le PCR sera donc toujours présent aux côtés du peuple réunionnais, et compte bien se faire entendre dans les prochains jours pour que le système change et que les revendications immédiates soient obtenues.

**Fait au Port, ce jeudi 6 décembre 2018**  
**Le Comité Central**

## In kozman pou la rout

### « Ou i pans péi-la lé né lo zour ou l'arivé mé ou na tor »

Mi koné pa si zot i rogard tazantan bann moun i sort déor. Kan zot i ariv, épi kan zot i sava, mé mi pé dir azot in l'obsèrvasyon konmsa i vo la pène. Pou kosa ? Pars in pé-in pé solman - i pans lo péi i égzis solman dopi lo zour zot l'arivé donk pou zot lo péi na poin l'Istoir. Sansa la pa spass arien lé inportan dann listoir, sansa si tèlman pé d'shoz ké la pa bézoin rodé pou vréman... Nou osi nou lé parèy kan ni sava fé lo touris dann péi déor. Ni di : nou la fé Vietnam, nou la fé Thaïland, Maurice ni koné dsi nout bout doi. Poitan ni koné pa granshoz ! Ni koné mèm trépé d'shoz. Sé pou sa mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

## Edito

# Les Gilets Jaunes : non au statut consultatif

**A**u plus fort de l'action populaire, le mouvement des Gilets Jaunes a manqué de leadership évident. Protester et émettre des propositions sont très salutaires mais il fallait faire émerger une synthèse. Les personnes ayant récusé les politiques et les syndicats n'ont pas su avancer les conditions pour déboucher sur un projet de synthèse, pour être ensuite validé par le peuple en colère. La rencontre avec la ministre, comme représentante d'une institution, était prématurée et a conduit à la multiplication de réunions avec les collectivités.

Par contre, nous avons assisté au plus grand débat public jamais vu. La comparaison peut être faite avec les consultations organisées lors des Assises de l'outre-mer, l'Égalité réelle ou les États Généraux. Les manifestants ont bénéficié en plus du formidable outil numérique et pouvaient échanger quasiment en "live". A contrario, les consultations gouvernementales étaient trop encadrées au départ, et les gens ne se sont pas retrouvés dans la méthode. Les résultats ont été décevants, conséquence du refus de démocratiser les débats.

Les contributions des Gilets Jaunes n'ont fait l'objet d'aucune commande des institutions. Les idées émises constituent donc un patrimoine public en faveur d'une société nouvelle, pour répondre aux aspirations du peuple et travailler à réconcilier les Réunionnais. En toute circonstance, l'amélioration des conditions matérielles est inséparable avec l'unité du peuple réunionnais. Voilà pourquoi, le mouvement doit continuer et trouver sa place comme acteur de la décision et non comme groupe consultatif.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433



## La parole au peuple !

**L**e mouvement des gilets jaunes a redonné la parole au peuple !

Sur un laps de temps très court, à peine une quinzaine de jours, les citoyens se sont emparés des sujets vitaux pour le devenir de notre île, exaspérés par les décisions iniques et le comportement de certains de nos élus.

Nous assistons à un réveil des consciences, malgré les tiraillements, les querelles de chapelles, la répression, la manipulation, les Réunionnais relèvent la tête fièrement et veulent prendre en main leur destin.

Léta la itiliz la fors, zom politik la fane la divizion, mé nou lé touzour la. Nou tyinbotèt !

Après une première phase de maturation, nécessaire à formalisation des revendications, le temps est venu de nous rassembler. Pour sortir de cette crise sociale historique, La Réunion a besoin de toutes ses forces militantes, quelles soient syndicales, paysannes, associatives, citoyennes, politiques, culturelles...

Anon mèt nout rovandikasiyon an lèr, tout' militant la Rényon i tienbo for ansanm.

Nous sommes à un moment décisif, si nous ne décidons pas rapidement ensemble du cadre nécessaire pour nous permettre de faire aboutir nos revendications, une fois encore les Réunionnais seront évincés des sphères de décisions. Gardons la main, prenons l'initiative de définir une stratégie partagée qui serve notre cause sans nuire à la population.

La pression doit être maintenue et même accentuée sur nos décideurs locaux, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, les Mairies... N'oublions pas toutes les Sociétés d'économies mixtes (SEM), qui comme certains grands groupes ont les coudées franches pour fixer les prix et dégager de gros bénéfices sur le dos de la population.

L'État, le préfet à La Réunion, ne doit pas se limiter à assurer la transparence sur la formation des prix, mais il doit intervenir concrètement pour casser toutes les situations de

monopoles-oligopoles et forcer la grande distribution, les transitaires à revoir leurs marges bénéficiaires.

Tout le monde trinque dans cette crise, et réclame du concret, des résultats immédiat, pas dans trois mois. L'État a fait le choix de temporiser, clairement son objectif est de voir la mobilisation s'éteindre avec l'arrivée des fêtes de fin d'année.

Les salariés subissent de plein fouet les contres coups du conflit, perte de salaire, ou retrait sur jours de congés, pressions pour travailler plus et rattraper les retards au mépris des conditions de travail.

Les organisations syndicales doivent dès à présent engager toutes leurs forces dans la bataille et obtenir sans plus attendre l'ouverture de véritables négociations pour défendre et faire aboutir les revendications du peuple Réunionnais.

An dalonaz, anon soubat ansanm, pou rouv' in vré négosasiyon !

**Jérôme Payet**  
**Réunionnais,**  
**militant syndical**

## Un nouvel esprit réunionnais

**D**es mesures existent pour que La Réunion progresse dans la conjoncture actuelle :

1) un changement radical de notre mentalité qui consiste à imiter la France dans ses travers les plus absurdes surtout dans son modèle de société basée sur la consommation, son obsession d'une croissance économique qui est contraire à l'enjeu écologique, et notre soumission à un modèle libéral économique qui assassine les plus faibles et les plus pauvres.

2) la responsabilisation des politiques qui doivent renoncer à toutes indemnités et donner de leur temps et compétences pour leur pays, et ne pas faire carrière dans un do-

maine qui relève uniquement du champ collectif, et faire œuvre d'altruisme et d'un exercice solidaire.

3) une participation obligatoire de tous les citoyens aux votes consultatifs concernant les décisions engageant La Réunion, sans possibilité d'abstention, mais tenant compte des votes blancs qui doivent compter dans la délibération finale.

4) un blocage des prix sur les produits de première nécessité tenant compte d'un alignement sur la France continentale, sans possibilité de concurrence déloyale.

5) l'emploi réservé aux Réunionnais nés à la Réunion, à diplôme égal, à tous les niveaux, secteurs public et privé confondus.

6) la suppression de l'amendement Virapoullé pour adapter des lois aux réalités de l'île.

7) adapter le système scolaire et universitaire qui laisse sur la touche dix mille jeunes chaque année, sans possibilité réelle d'insertion et qui viennent grossir les rangs des chômeurs et exclus de la société.

Toutes ces mesures entrent dans ce constat que faisait Frantz Fanon, en 1961, en conclusion de son livre « Les damnés de la terre », et qui aujourd'hui n'a pas rien perdu de sa pertinence, « il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf. »

**Radjah Veloupoulé**

## Billet philosophique

# Qui décide quoi à La Réunion ?



Une des nombreuses manifestations massives du peuple réunionnais dans le pays depuis le 17 novembre.

**Depuis le 17 novembre dernier, soit trois semaines, le peuple réunionnais se livre à une révolte massive qui marquera notre histoire en raison de son ampleur, de son contenu idéologique et de ses effets sur notre avenir. C'est pourquoi nous vous proposons de réfléchir ensemble sur des enseignements à tirer de cet événement.**

Tout d'abord, il convient peut-être de souligner principalement les aspects positifs et constructifs de cette mobilisation populaire sous l'étiquette des Gilets Jaunes. En effet, suite à l'appel de ce mouvement, dans quasiment toutes les communes du pays des Réunionnais se sont engagés avec force sur le terrain pour organiser des barages et d'autres actions afin de faire connaître leurs revendications sociales et institutionnelles à tous leurs compatriotes mais surtout aux décideurs parisiens et "péi".

Malgré telle ou telle carence ici ou là dans ce combat admirable, il

faut reconnaître aussi que le message des manifestants a réussi à se faire entendre, même s'il n'a pas encore reçu des écoutes positives avec les suites exigées de la part des décideurs. Cela prouve la montée de la prise de conscience du peuple réunionnais de la nécessité de combattre ensemble le système néo-colonial en place dans le pays.

Mais cela prouve également qu'il faut sans arrêt multiplier les contacts et les échanges pour analyser en commun nos problèmes et trouver ensemble les solutions communes les plus justes. Enfin, cela prouve, comme l'ont souligné de nombreux intervenants dans les manifestations avec les Gilets Jaunes ainsi que de nombreux penseurs du pays, que nous devons avoir une vision réunionnaise et internationale de nos problèmes et de nos solutions, en nous posant constamment la question clé : qui décide quoi à La Réunion concernant les Réunionnais, le développement durable de leur pays et le co-développement régional

solidaire avec les peuples frères de l'Indianocéanie ?

### «Arèt esploite mon péi»

Autrement dit, qui a le pouvoir de décision ici dans tous les domaines ? Et au service de qui ? Et dans quel but ? Par exemple, qui décide quoi pour le respect du droit de tous les Réunionnais à l'emploi, au logement, à une vie décente, à l'éducation, à une société équitable, à un environnement non pollué, à une démocratie populaire et participative ?

Est-ce que les Réunionnais ont le droit de décider dans leur pays le coût de la vie, la fiscalité, les revenus avec un partage équitable des richesses, les productions à développer, la non-importation de produits polluants, le programme éducatif et le respect de notre identité culturelle spécifique ? Autrement dit, comment abolir la domination des capitalistes à La Réunion et dans le monde ?

Une réponse pertinente nous est donnée entre autres par "Exploiter", cette merveilleuse chanson créole réunionnaise du groupe Nout Rasine : «Arèt esploite mon péi té ! Asé diviz mon nasion ! Kréol sové lé kourte, mé pran pa li pou in kouyon !» ; ni «pou in sak sarbon !»

Voilà quelques leçons à tirer — parmi bien d'autres — pour continuer et réussir la révolte historique réunionnaise de novembre-décembre 2018...

**Roger Orlu**

# Oté

## Zistoir Tizan - Grandyab-La fèss an or - katriyèm bout

Tizan i rann ali kont son sèr Tizane la maryé avèk in dyab. Li sava di son sèr mé sète-la lé si tèlman orgéyèz, pou pa rokonète èl la tronpé, i ménas son pti frèr fé bate ali par son bofrèr. Mé Lo pti marmaye i kontant pa dsa, li desid alé rolans son sèr. L'avé inn foi, pou inn bone foi, mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinn-sèl.

Tout la zourné Tizane i brout mèm pou nétoiyè lo gran mézon é Tizan i fé son méyèr posib pou ède son sèr. Si tèlman sète-la i fini par rogrète lo bandaz li la fé avèk son pti frèr. Sète la lé malin, li konpran son sèr l'après shanj zimèr é li rolans son kozman lo matin. Li di :

« Ma sèr, ma sèr, moin la di aou in n'afèr gran matin é ou la ménas fé tap amoin par bofrèr. Moin la mète aou solman an gard pars ou lé riskab mète out vi an danzé konm la myène galman.

- lo sèr i arkomans kriyé. El i di : «Ou i vé mi rakont out mansonjri mon mari ? Si mi fé sa, mi prévien aou ou va gingn malèr »... Mé Tizan i di simploman :

« Ma sèr, alon fé in n'afèr, si sak mi di lé pa vré mi artourn nout mézon mé si lé vré aou de oir. Mi sava trèss in kord. M'amar sa avèk out gro doi d'pyé é kan lo bann Dyab v'arivé-si zot i ariv-mi ral dési pou fé lèv aou. ». La sèr i di oui é oila koman lé shoz la spassé.

Kan Tizane la fine gingn somèye, garson Grandyab i lèv épi li rouv la port ti dousman. Dé z'ot dyab i rant dan lo kaz é zot i sava koté l'androi d'li Tizane i dor. Zot i aprosh, i aprosh é Tizan i avèye, li dor pa. In kou sèk li ral lo fisèl ; lo sokous i fé lèv son sèr. Sète-la i oi lo bann dyab après dans otour d'lo li après di :

« Lé gra, la pankor gra, domin sar gra é nou va manz ali ! »

Kriké ! Kraké ! Kriké mésyé ! Kraké madam !

Tizane sé d'mète a kriyé, bann dyab loumaye. Solman lo mari i rèss la é li di : «Mon épouz, mon épouz, kosa l'ariv aou pou kriyé, ou la fé in mové rèv, sansa kosa ? ». Tizane i di : «arien ! arien ! la pa riv arien é èl i fé sanblan dormi. »

Landomin garson Grandyab i sava travaye é Tizane avèk Tizan lé tousèl dan la kaz. Lo sèr i dmann son frèr kosa i fo fé pars èl la bien konpri bann dyab-la i sava manz aèl épi son frèr aprèsa.

Tizan i di : « Ma sèr, lèss amoin kalkilé. Dopli komansman mi koné ou la pa maryé avèk in moun é ou la maryé avèk in dyab. Lèss m'a rofléshi pou trouv in bon tik-tak pou not dé ! »

Koton Mayi i koul ! Rosh i flote ! L'avé inn foi pou inn bone foi mésyé lo foi la manz son foi èk in grinn-sèl !

(Katriyèm bout la fini, sinkyèm i tard pa arivé – ziska samdi proshin)

*Justin*